

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la députée de Mount Royal a posé il y a quelque temps une question à laquelle j'ai répondu que le gouvernement du Canada adopterait une position énergique lors de la conférence des droits de la personne, malgré les contraintes que lui impose le fait d'être l'hôte de la conférence, et qu'à cause des règles régissant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, que le très honorable chef de l'opposition connaît très bien, il faudrait parfois soulever les cas de ce genre uniquement dans les couloirs, mais que le gouvernement le ferait néanmoins de façon efficace. C'est ce que nous tenons à faire.

Le très honorable chef de l'opposition a parlé du point de vue que j'ai déjà exprimé en public et en particulier relativement à la défense des droits de la personne. Je pense que tous les députés partagent ce point de vue. On m'excusera sans doute si je dis que le Canada y gagnerait nettement si l'ensemble du Parlement et du pays pouvaient discuter librement des droits de la personne et d'autres questions dans le cadre d'un débat libre sur les relations internationales du Canada, comme celui auquel les deux partis d'opposition font maintenant obstacle.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**L'IMPORTATION DE VÉHICULES DE FABRICATION JAPONAISE**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Au cours du week-end, le premier ministre a pris la parole, à Calgary, devant les membres de la Canadian Japanese Business Association avec sa franchise et sa sincérité habituelles, mais il a omis d'aborder la question qui les préoccupe le plus, celle des quotas sur les automobiles japonaises. En même temps, nous avons appris que les Japonais refusaient de limiter volontairement leurs exportations et il n'y a eu aucune négociation depuis la première semaine de mai.

Le ministre peut-il confirmer que le gouvernement japonais n'a pas accepté de limiter volontairement ses exportations? Le ministre peut-il nous dire quand les négociations doivent reprendre et si le gouvernement maintient son intention d'imposer des quotas à moins que le gouvernement japonais n'accepte de prendre des engagements fermes en ce qui concerne l'investissement et l'approvisionnement au Canada?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de dire que je suis d'accord avec le député, peut-être pour la première fois, lorsqu'il dit que notre premier ministre est franc et sincère.

Pour répondre à sa question au sujet des importations d'automobiles japonaises, je signale au député qu'un sous-ministre adjoint de mon ministère se trouve actuellement au Japon où il discute des relations entre les deux pays en ce qui concerne l'industrie automobile. En deux mots, les pourparlers se poursuivent, contrairement à ce qu'il a dit, et j'espère vivement que nous pourrions conclure une entente satisfaisante afin

que les Japonais s'approvisionnent et investissent dans l'industrie automobile canadienne.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, au cas où le ministre n'aurait pas compris toutes les nuances de ma question, le premier ministre n'a été ni franc ni sincère, car il a refusé de parler de la question la plus cruciale. Au cas où il ne saisisrait pas ce genre de subtilités, j'essayerai de les lui faire comprendre.

Dans ce même discours, le premier ministre a dit une autre chose étrange. Il a déclaré qu'à son avis, et non pas selon le gouvernement, toute la question des investissements japonais regardait uniquement le secteur privé et que le gouvernement n'avait pas à se prononcer. Quand ce dernier va-t-il prendre officiellement position? Va-t-il imiter ses bons amis, le président Reagan et les Américains, qui ont fait directement des instances auprès des dirigeants japonais ce qui leur a rapporté des investissements d'une valeur de 4 milliards? Quand pouvons-nous nous attendre à ce que le gouvernement établisse clairement le rapport entre les quotas sur les importations d'automobile et les engagements qui seront pris sur le plan de l'approvisionnement...

M. le Président: A l'ordre. C'est très long pour une question supplémentaire.

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si le député lit dans le harsard de demain la réponse à sa première question, il verra que c'est précisément ce que j'ai fait. J'ai dit que nous exhortions les Japonais à investir et à s'approvisionner au Canada. Comme moi-même et d'autres l'ont déjà déclaré, en attendant la conclusion d'une entente satisfaisante, nous leur avons demandé de ne pas dépasser le niveau de pénétration de 18 p. 100 dont ils ont profité l'année dernière sur le marché canadien.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU**LA DÉSINDEXATION**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures en sa qualité de premier ministre suppléant. Cette fin de semaine, en parlant du budget qui sera présenté dans le courant de la semaine, le premier ministre a déclaré que le gouvernement avait l'intention d'être «dur mais juste». Par ailleurs, nous avons appris cette fin de semaine que la grande majorité des Canadiens trouvaient tout à fait insuffisantes les mesures prises par le gouvernement pour réduire le chômage.

Vu que le parti conservateur a affirmé, quand il était dans l'opposition, que le fait de supprimer l'indexation dans le régime de l'impôt sur le revenu coûterait au moins 30,000 emplois à l'économie canadienne et vu que la majorité des Canadiens trouveraient inéquitable une telle mesure, le premier ministre suppléant reconnaît-il que la désindexation serait effectivement une mesure inéquitable?